

À QUELQUES JOURS DE L'AÏD

Les chantiers déjà à l'arrêt

Si l'arrivée de l'Aïd est pour nombre de personnes synonyme de fête, pour d'autres, cela rime avec ralentissement de l'activité économique.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Beaucoup de métiers demeurent à la merci de cette main-d'œuvre qui, à l'occasion de l'Aïd, prend le chemin du foyer familial. Des foyers qui très souvent se trouvent éloignés des lieux de travail. L'une de ces professions, qui se trouve être en relation directe avec le grand public, est sans doute la boulangerie. Il est en effet de notoriété que cette activité est en grande majorité assurée par des travailleurs issus d'une région de l'est du pays.

Cette main-d'œuvre, qui justifie un savoir-faire avéré, quitte son travail durant les trois ou quatre jours qui précèdent l'Aïd. Comme d'habitude, cela crée une pénurie de pain, à telle enseigne que beaucoup parmi les habitants des grandes villes ont appris à s'adapter à une telle situation, en achetant une quantité suffisante de pain pour le congeler et l'utiliser durant la période de l'Aïd. D'autres s'accommodent de la situation en se rabattant sur le pain traditionnel confectionné à



Photo: Samir Sid

La cadence de travail s'en trouve ralentie.

la maison. L'autre secteur d'activité concerné par le départ de la main-d'œuvre durant de cette fête religieuse est incontestablement celui du bâtiment. La grande majorité des chantiers répartis à travers les quatre coins du pays sont à l'arrêt, sinon tournent au ralenti. Si l'arrêt de l'activité des boulangeries n'a pas une incidence majeure

sur l'économie du pays, le secteur du BTPH est, quant à lui, sérieusement pénalisé durant cette période. En effet, qu'il s'agisse des chantiers publics, privés, d'intérêt général ou d'ouvrages particuliers, à des exceptions près, tous sont à l'arrêt durant l'Aïd. Il va sans dire qu'en dehors des cadres dirigeants, la main-d'œuvre qualifiée est généralement issue de l'intérieur du pays. Ainsi, il est difficile de maintenir la cadence de travail durant les deux trois jours qui précèdent et qui suivent le jour de l'Aïd. Les esprits sont déjà en vacances, bien avant le jour J. De même qu'il est souvent nécessaire de s'y prendre à l'avance pour s'assurer une place dans les transports en commun. Comme à chaque Aïd, les gares sont prises d'assaut, et plus la fête approche, plus les dessertes se raréfient. Le même scénario se produit pour les trains et les taxis. A chaque veille de l'Aïd, les départs se font rares et les billets s'arrachent. C'est peut-être pour cette raison que cette main-d'œuvre préfère s'y prendre quelques jours avant la fin du mois de Ramadan.

N. M.

ATTENTAT À LA BOMBE SUR LA RN 5

Deux gendarmes blessés près de Bouira

Hier, aux environs de 11 heures, une bombe, de fabrication artisanale et actionnée à distance, a explosé au passage d'une patrouille motorisée de la gendarmerie, faisant deux blessés légers parmi les motards, apprend-on de sources sûres. Selon ces mêmes sources, cette explosion, qui a eu lieu sur la RN 5, à la sortie ouest d'El-Adjiba, à 25 km à l'est de Bouira, aurait été préparée par les terroristes la veille, probablement au moment de la coupure de la fourniture de l'électricité qui a duré près de deux heures. Pour rappel, cette action terroriste est la première du genre en ce mois de Ramadan. Le dernier attentat terroriste, perpétré au niveau de la wilaya de Bouira, remonte au double attentat kamikaze du 20 août dernier, qui avait fait 12 morts et 14 blessés.

H. M.

DEVANT L'ANARCHIE QUI GANGRÈNE LE SECTEUR DU COMMERCE

L'Etat veut créer un réseau national de distribution

Plus de 20 000 artisans ont baissé rideau, plus de 1 000 magasins d'électroménager ont cessé leurs activités ces cinq dernières années, selon l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Sur les 17 000 boulangeries existantes en 2003, l'UGCAA parle de 5 000 fermetures en l'espace de ces cinq dernières années. Les retraits du registre du commerce ont concerné également d'autres activités du secteur du commerce en Algérie.

Certains commerçants ont rejoint le rang du marché informel qui représente plus de 60 % de l'activité commerciale globale.

Ce chiffre représente autant d'impôts perdus pour le fisc, les caisses de la Sécurité sociale, sans oublier les menaces qui pèsent sur l'environnement et la santé publique. Le gros de l'activité informelle est exercé au niveau des grandes agglomérations urbaines, au su et au vu des pouvoirs publics, incapables d'éradiquer ce phénomène. L'UGCAA dénonce le laxisme des autorités locales devant la multiplication des commerces informels dont le nombre est estimé à plus de 1,5 million de commerçants alors que le nombre de ceux travaillant légalement ne

dépasse pas les 1 250 000 à travers le territoire national. Cette absence de contrôle de l'Etat est à l'origine d'une véritable anarchie au niveau du secteur du commerce où l'on ne peut ni contrôler les prix ni déterminer l'origine de la marchandise vendue.

L'idée de créer un réseau national de distribution dans le

cadre de la réorganisation du secteur commercial semble venir à temps, si l'on se fie aux déclarations du chargé à la communication et porte-parole de l'UGCAA, Hadj Tahar Boulouar, à l'occasion d'un point de presse tenu hier à Alger.

«La création de ce réseau va permettre un meilleur contrôle sur la marchandise et surtout des prix à travers l'ensemble du territoire national», a déclaré le conférencier, fort convaincu. Le projet en question va en fait permettre l'amé-

nagement de 35 marchés de gros et plus de 700 marchés de détail. L'Etat compte aussi ouvrir 50 nouveaux marchés de gros, 838 marchés de détail et plus de 1000 marchés de proximité pour les cinq prochaines années.

Les capacités de stockage et les chaînes de froid seront également renforcées, indique par ailleurs Boulouar qui précise que plus d'un demi-million de postes d'emploi seront créés.

Mais l'orateur indique que ce projet ne peut réussir que si les pouvoirs publics se décident à associer les premiers concernés que sont les commerçants, les artisans et les industriels. La nécessité de

PENDANT LES FÊTES

Qui s'oblige à la mission de service public ?

Naftal a rassuré hier quant à la disponibilité des produits pétroliers sur l'ensemble de son réseau de stations-services durant les fêtes de l'Aïd. Mais combien seront les organismes et autres acteurs économiques qui, comme Naftal, assumeront leur mission de service public ?

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir) - Durant les fêtes de l'Aïd, comme procédant d'un rituel auquel ils doivent se satisfaire, les commerces baissent rideau. Pas tous mais dans une portion suffisamment large pour donner aux villes l'image de cités avachies. La pause peut durer jusqu'à une semaine pleine. Naguère, cet entracte dans la vie commerçante, fort éprouvant, est expliqué par le fait que les tenanciers de boutiques partaient passer les fêtes de l'Aïd dans des villes et villages nats et ou subsistaient de nombreuses ramifications familiales. Le temps, cependant, n'a pas altéré cette habitude qui voudrait que seulement une portion congrue commerce durant les fêtes.

Ce qui n'est pas pour vernir la gaieté des familles puisque, pour s'approvisionner en pain, par exemple, il faudra arpenter boulevards, rues et venelles avant de dénicher une boulangerie ouverte. Et encore, il faudra pointer durant un créneau horaire bien précis, la baguette de pain n'est pas disponible toute la journée durant. Les restaurants, comme pour rallonger le carême de quelques jours, demeurent fermés. Déjeuner ou dîner nécessite souvent d'aller au-delà des limites de son quartier de résidence ou de son lieu de travail. L'atténuation de l'activité commerçante dure quatre à cinq jours, parfois une semaine. Ce n'est que passé cette période que la vie reprend dans la cité. La ville retrouve alors son grouillement, son agitation, ses bruits à vous désarçonner un sourd, ses va-et-vient incessants. Car, il faut dire que les transports ne restent pas en marge de ce ralenti qui gagne la ville durant les fêtes de l'Aïd. Prendre un bus, public ou privé, trouver un taxi nécessite d'interminable temps d'attente. Il vous faut une sacrée dose de patience s'il vous prend de vous déplacer durant l'Aïd, à moins que vous roulez carrosse.

Cette année, l'Aïd, qui sera célébré mardi ou mercredi, ne manquera pas de planter le même décor de commerces fermés et d'un transport réduit au strict service minimum. Incontestablement, puisque chez nous, les commerçants ne semblent s'astreindre à aucune obligation de service public. Ils ouvrent boutique quand ils veulent et ferment quand ça leur chante. Qui le leur reprochera ?

Nulle entité, y compris l'Union générale des commerçants et artisans algériens qui, dimanche, n'a trouvé matière à se soulager de son mutisme effarent, le Ramadan durant, que de pondre un communiqué appelant à la révision constitutionnelle et exhortant Bouteflika à se représenter pour un troisième mandat. No comment !

S. A. I.

FERMETURE DES SALLES DES FÊTES

Deux poids, deux mesures

Les pouvoirs publics ont procédé depuis l'année dernière à la fermeture de plus de 500 salles de fêtes sur les 700 existantes à travers l'ensemble du territoire national, selon les chiffres fournis par Madjid Messila, représentant de l'Association nationale des propriétaires des salles des fêtes. Notre interlocuteur a indiqué qu'au niveau de la seule wilaya d'Alger, le nombre de salles fermées a dépassé les 185, suite à la révision de la loi régissant l'exercice de cette activité. M. Messila a ajouté que cette mesure n'a touché que ceux qui activent légalement. Les salles de fêtes qui exercent d'une manière informelle seraient épargnées, selon Messila qui a parlé de l'existence de 300 salles de fêtes illégales recensées dans le pays. 200 sont ouvertes à Alger et travaillent sans être inquiétées par les pouvoirs publics.

L. M.

RESTAURATION RAPIDE

L'Etat décidé à sévir

Sur les 7 500 fast-foods existants au niveau de la wilaya d'Alger, 70% sont menacés de fermeture dans les prochaines semaines, a indiqué hier le représentant de l'union de wilaya d'Alger de l'UGCAA. Plus de 120 commerces du genre ont déjà été fermés par les services concernés, en raison de leur non-conformité à la nouvelle législation qui leur impose l'obtention d'un agrément de catégorie 3 fixant les règles d'exercice de cette activité. L'UGCAA affirme avoir saisi le ministère du

Commerce et le wali d'Alger pour revoir sa décision qui, selon elle, devra s'appliquer aux nouveaux commerçants qui désirent ouvrir un fast-food ou un restaurant.

Mais les pouvoirs publics semblent décidés à appliquer sévèrement cette nouvelle réglementation qui vise à réglementer le domaine de la restauration rapide où les intoxications sont courantes pour non-respect des règles de propreté et de l'hygiène.

L. M.